

Episode caniculaire L'AP-HP improvise, patients et personnels en payent le prix

Le 24 juin 2026, la Direction générale de l'AP-HP a réuni les organisations syndicales pour dresser un bilan de l'épisode caniculaire en cours. Comment celle-ci peut-elle se féliciter de sa gestion de la situation alors que les collègues n'en peuvent plus et que le taux de mortalité des patients explose dans les services ?

Chaque jour, l'USAP-CGT reçoit des signalements provenant des syndicats des établissements de l'AP-HP

Partout, les mêmes constats alarmants remontent :

- Températures insupportables dans les chambres des patients comme dans les locaux de travail qui entraînent une multiplication des malaises chez les soignants et des décès chez les patients.
- Des camions réfrigérés stationnent certains hôpitaux car les morgues sont saturées.
- Pannes récurrentes des climatisations soumis à rude épreuve car souvent sous dimensionnées, provoquant l'arrêt impromptu des interventions chirurgicales qui peut avoir de conséquences grave.
- Tee-shirts en coton insuffisants en lieu et place des tenues de travail insupportables par forte chaleur.
- Dans de nombreux services, c'est le système « débrouille » qui tient lieu de politique de prévention. Ventilateur avec devant une bouteille d'eau congelé pour permettre de rafraîchir l'air, couverture aux fenêtres faisant office de filtre occultant...

Les vagues de chaleur ne sont plus des événements exceptionnels. Elles sont désormais prévisibles et récurrentes. Pourtant, chaque été, les personnels hospitaliers continuent de travailler dans des locaux sur chauffés, mal ventilés, parfois vétustes, avec des équipements inadaptés.

Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent !

Après la canicule de 2003, le gouvernement de l'époque a utilisé honteusement les (au moins) 15.000 morts pour voler un jour férié (lundi de Pentecôte), destiné à financer le « plan national canicule » et le « soutien à l'autonomie » des personnes âgées. L'Etat a collecté à ce titre 63 milliards jusqu'à aujourd'hui. Or, il faudrait entre 3,5 et 10 milliards d'euros pour équiper intégralement en climatisation tous les Hôpitaux et EHPAD. Qu'ont fait les gouvernements successifs de tout cet argent ?

Pour la CGT, cette situation est inacceptable. Nous dénonçons le manque d'anticipation de l'AP-HP et des pouvoirs publics, qui met en danger aussi bien les patients que les professionnels.

La CGT revendique :

- L'embauche d'effectifs supplémentaires à la hauteur des besoins afin d'assurer la continuité et la qualité des soins en période de crise.
- L'installation de climatiseur et livraison de ventilateurs dans tous les services
- Un accès facilité au télétravail pour tous les métiers qui le permettent en attendant les moyens de rafraîchir les lieux de travail.
- Des points d'eau en nombre suffisant, accessibles à tous les agents et correctement entretenus.
- La création d'une prime exceptionnelle « fortes chaleurs » pour les personnels exposés à des conditions thermiques dégradées.
- L'octroi de temps de pause supplémentaires pendant toute la période estivale.
- Le déploiement immédiat d'un plan de recrutement de soignants en remplacement des congés annuels (RCA)
- Un plan massif d'investissement pour adapter durablement les bâtiments hospitaliers aux fortes chaleurs.

**Dans ce contexte d'urgence climatique ce n'est pas les budgets des armées
qu'il faut augmenter mais ceux de la santé.**

Paris, le 26 juin 2026